

Synthèse

L'évaluation économique des impacts du changement climatique sur les secteurs étudiés dans ce rapport sont **des ordres de grandeur** qui doivent être compris et re-contextualisés selon le parti pris méthodologique. **Il est donc nécessaire de se référer à l'évaluation plus détaillée disponible plus haut afin de considérer la pertinence ces chiffres.**

Secteur	Données chiffrées	Sources
Agriculture	Inaction	Rapport du Groupe Interministériel Projet CLIMATOR AGRESTE
	Rendements du blé tendre et des prairies en fonction des évolutions tendancielles du climat <ul style="list-style-type: none"> - A 2040, en moyenne annuelle pour le blé, le gain par rapport aux rendements actuels représenterait jusqu'à 100 millions d'euros (soit 800 000 tonnes) et jusqu'à 30 millions d'euros pour les prairies (soit 480 000 tonnes) ; - A 2080, en moyenne annuelle, le gain par rapport aux rendements actuels pour le blé resterait stable mais diminuerait pour les prairies jusqu'à 10 millions d'euros (soit 150 000 tonnes). 	
	Rendements du blé tendre et des prairies en fonction des canicules de type 2003 : <ul style="list-style-type: none"> - Baisse de rendements de 8% en Picardie pour les productions de blé et de prairie lors d'une canicule de type 2003 ; - Baisse de rendements de 3% pour le blé et de 6% pour les prairies en Nord-Pas-de-Calais lors d'une canicule type 2003 ; - Le scénario B2 (optimiste) estime pour le XXI^e siècle des pertes annuelles moyennes quasi nulles à 2030 et de 6 à 20 millions d'euros de pertes à 2100 pour le blé et les prairies ; - Le scénario A2 (pessimiste) estime pour le XXI^e siècle des pertes annuelles moyennes quasi nulles à 2030 et jusqu'à 40 et 11 millions d'euros à 2100 pour le blé et les prairies. 	
	Adaptation	
	Coût assurantiel contre la canicule : <ul style="list-style-type: none"> - Selon le scénario B2, pour le blé, ce coût pourrait atteindre 7 millions d'euros par an à 2050 et 18 millions d'euros selon le scénario A2. Pour les prairies, il atteindrait entre 1,5 et 4 millions d'euros par an selon les scénarios B2 et A2. 	
Submersion	Inaction	

Secteur	Données chiffrées	Sources
	Valeur du terrain à risque selon l'hypothèse d'une élévation du niveau de la mer de +1m : <ul style="list-style-type: none"> - Terrains agricoles : la valeur du terrain à risque correspondrait à une somme comprise entre 15 et 25 millions d'euros ; - Zones humides : le capital à risque correspondrait à une somme comprise entre 1 et 4 millions d'euros ; - Zones artificialisées : la valeur du terrain à risque correspondrait à une somme de 50 millions d'euros. 	CETMEF CGDD MEDDE Rapport du Groupe Interministériel Site internet de la relocalisation de Shismaref
	Valeur du capital à risque routier et bâti selon l'hypothèse d'une élévation du niveau de la mer de +1m : <ul style="list-style-type: none"> - Transport routier : la valeur des infrastructures perdues serait de 150 millions d'euros. - Bâti (logement) : la valeur du bâti perdu serait compris entre 1 et 2,5 milliards d'euros. 	
	Adaptation	
	Non quantifié : données indisponibles. A titre indicatif : le retrait stratégique de la ville de Shismaref en Alaska a été estimé entre 90 et 180 millions de dollars.	
Erosion	Inaction	IFEN Préfecture du Languedoc Roussillon
	Faute de données, l'inaction face à l'érosion ne peut être évaluée.	
	Adaptation Coût d'installation de systèmes anti-érosion : <ul style="list-style-type: none"> - Un drain de sable pourrait coûter 155 millions d'euros si on l'appliquait à l'ensemble du littoral érodable ; - La mise en place de digues coûterait 590 millions d'euros ; - La végétalisation des dunes coûterait 2 millions d'euros. 	
Energie	Inaction	Rapport du Groupe Interministériel
	Hausse de la demande en énergie suite à l'installation de systèmes de climatisation pour le secteur résidentiel : <ul style="list-style-type: none"> - Selon les hypothèses d'équipement en climatiseurs la demande pourrait varier entre 0,24 et 0,59 TWh de plus par an, soit entre 0,9 et 2% de plus par rapport à la demande actuelle. 	
	Hausse de la demande en énergie suite à l'installation de systèmes de climatisation pour le secteur tertiaire : <ul style="list-style-type: none"> - A 2080, hausse de la demande en énergie pour la climatisation de 120% par rapport à la demande actuelle estimée à 27TWh pour les deux régions. 	
	Adaptation	
	Non quantifié car les mesures d'adaptation dans ce domaine relèvent du	

Secteur	Données chiffrées	Sources
	changement des comportements (fermeture des volets, utilisation d'ampoules basse consommation, ...).	
Transports	Inaction	Rapport du Groupe Interministériel INSEE UKCIP Hudson DIR Nord
	Canicule et routes : <ul style="list-style-type: none"> - Surcoût d'entretien pour une canicule de type 2003 compris entre 5 et 6 millions d'euros selon une hypothèse basse. Avec une hypothèse haute, le surcoût serait compris entre 8,5 et 9 millions d'euros. - Selon l'ensemble des scénarios, le surcoût annuel moyen à 2100 serait compris entre 2 et 5,5 millions d'euros selon une hypothèse basse et entre 3 et 9 millions d'euros selon une hypothèse haute. Gel et routes : <ul style="list-style-type: none"> - Selon une hypothèse issue de la littérature, le coût de la viabilité hivernale pourrait baisser de 800 000 euros à 2020 à 3 millions d'euros à 2080 ; - Selon une hypothèse ad-hoc, le coût de la viabilité hivernale pourrait baisser de 200 000 euros à 2030 à 3,3 millions à 2090. Canicule et rails : <p>Faute de données sur l'impact de la canicule de 2003 sur les rails, cet impact n'est pas quantifiable.</p>	
	Adaptation	
	Canicule et routes : <ul style="list-style-type: none"> - Le coût de l'adaptation correspond au coût de l'inaction puisqu'il s'agit d'une remise en état. Gel et routes : <ul style="list-style-type: none"> - L'adaptation n'est pas requise puisque le coût du changement climatique correspond à un gain. 	
Retrait Gonflement des Argiles sur le bâti	Inaction	Rapport du Groupe Interministériel SOeS
	<ul style="list-style-type: none"> - A stock de bâtiment constant, le coût des dommages moyens annuels pourrait, selon les scénarios, être nul à 2030 mais s'élever à 175 millions d'euros à 2100 ; - Avec un taux d'urbanisation de moins de 1% dans les zones d'aléa, les dommages annuels moyens s'échelonneraient entre 0 et 21 millions d'euros. 	
	Adaptation <ul style="list-style-type: none"> - L'adaptation pour les maisons individuelles neuves (travaux de consolidation des fondations des maisons individuelles) à 2030, en prenant en compte un taux de progression d'urbanisation de moins de 1%, correspondrait à 430 millions d'euros pour les constructions à venir en zone d'aléa fort et 3 milliards pour les constructions à venir en zone d'aléa moyen. 	

Secteur	Données chiffrées	Sources
Santé	Inaction	Projet PESETA INSEE Rapport du Groupe Interministériel
	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de décès attendus en Nord-Pas-de-Calais et Picardie dus à la hausse des températures sans adaptation en moyenne annuelle sur la période 2011 à 2040 : de 250 à 310 décès ; - Nombre de décès attendus en Nord-Pas-de-Calais et Picardie dus à la hausse des températures avec adaptation, type Système d'Alerte Canicule et Santé, en moyenne annuelle sur la période 2011 à 2040 : de 80 à 100 décès. 	
	Adaptation	
	<ul style="list-style-type: none"> - Le coût à minima pour s'adapter correspond à celui d'un Système d'Alerte Canicule et Santé à 2040 (en accord avec les projections démographiques des plus de 75 ans à 2040) qui équivaut à 40 000 euros lors d'une alerte canicule. 	
Tourisme	Inaction	Projet PESETA SOeS
	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la fréquentation touristique en nombre de nuitées : 200 000 nuitées de plus par an à 2080 selon un scénario de +2,5°C et 1,5 millions de nuitées de plus par an à 2080 selon un scénario de +5,4°C. 	
	Adaptation	
	Non quantifiée au vu de la forte incertitude quant aux réactions de l'industrie touristique et des préférences individuelles.	
REX Inondations de la Somme	Inaction	CEPRI
	L'incertitude quant à l'occurrence d'inondations dues au changement climatique empêche la quantification de l'inaction. A titre indicatif, l'inondation de la Somme en 2001 a eu un coût évalué à environ 150 millions d'euros.	
	Adaptation	
	Entre autres, depuis cette inondation, a été mis en place le Plan Somme pour la période 2007/2013 à 15 millions d'euros afin d'aménager les cours d'eau et gérer les sols sujets à l'érosion.	